

Rapport annuel
2004-2005
An 1



COMITÉ RÉGIONAL EN
DÉVELOPPEMENT SOCIAL CENTRE-DU-QUÉBEC

1352, rue Michaud | Drummondville QC J2C 2Z5
TÉL. : 819.478.1717 | POSTE 251 | TÉLÉC. : 819.478.9617

Centre-du-Québec

INTRODUCTION

La démarche en développement social du Centre-du-Québec est sous l'égide d'une entente spécifique et d'un plan d'action triennal qui a débuté le 1^{er} août 2004 pour se terminer le 31 juillet 2007.

Le conseil d'administration de la Conférence régionale des élus a, le 10 juin 2004, accepté qu'il y ait une entente spécifique en développement social au Centre-du-Québec, d'une durée de trois ans et lors de cette acceptation demandé le dépôt d'un rapport annuel portant sur les réalisations du Comité régional en développement social (CRDS).

C'est à cette demande que le présent rapport répond. Vous y trouverez un bref historique de la démarche en développement social au Centre-du-Québec; un rappel de l'objet de l'entente spécifique; les objectifs du plan d'action triennal; les principales réalisations de la période couvrant la première année de l'entente; les résultats d'attribution au Fonds régional en développement social et les perspectives d'actions pour la prochaine année débutant le 1^{er} août 2005 pour se terminer le 31 juillet 2006.

Il est permis d'affirmer que la première année de l'entente a été fertile, exigeante mais surtout mobilisante. La très grande implication des membres au CRDS fait une différence significative au plan des réalisations présentées dans le présent rapport et c'est chaleureusement qu'il faut les remercier.

Les membres responsables des comités ont énormément investi de leur temps, de leur créativité et énergie. Il sont su mobiliser les membres de leur comité respectif et, les collaborations entre les responsables des comités ont permis bien souvent de faire la différence sur le plan de l'avancement des travaux. C'est une reconnaissance très grande qui leur est adressée.

La coprésidente, madame Francyne Ducharme, a assuré une très grande présence lors des rencontres du CRDS et lors de la tournée des territoires et c'est un merci spécial qui lui est adressé.

Les partenaires financiers de l'entente ont accepté de relever le défi d'une entente de partenariat en développement social et à ce titre ils sont innovateurs par le positionnement que cela donne au Centre-du-Québec en faisant de celle-ci une région qui croit à un développement harmonieux dans toutes ses facettes que se soit au plan social, économique, culturel et environnemental par un soutien sans conteste de leur part.

Le soutien constant de la coordonnatrice aux différents comités et sa capacité à concerter l'ensemble est une tâche de tous les instants et nous la remercions.

C'est donc avec une très grande satisfaction que le CRDS présente le bilan de la première année de l'entente en développement social.

BREF HISTORIQUE DE LA DÉMARCHE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL AU CENTRE-DU-QUÉBEC

En avril 1998, des centaines de participantes et participants ont pris part au Forum régional en développement social ayant pour thème « *La pauvreté : plus qu'une question de revenu* » où les consensus suivants se sont dégagés :

- ❖ l'importance d'arrimer les résultats du Forum à la Planification stratégique régionale (PSR) du Conseil Régional de Concertation et de Développement du Centre-du-Québec (CRCDCQ);
- ❖ la pertinence d'agir prioritairement sur trois formes de pauvreté, soit celle reliée à l'isolement social et physique, celle liée à la pauvreté économique et celle liée à la formation académique;
- ❖ la nécessité d'assurer un suivi au Forum en développement social.

En mars 2000, le Comité régional en développement social (CRDS) a été formé à la demande des participants au Forum de développement social de 1998. Au départ, sa composition rassemble quelques partenaires qui amorcent les travaux de mise en route de la démarche au Centre-du-Québec. Ces travaux ont consisté à l'élaboration d'éléments constitutifs devant servir de composantes préparatoires à la présente entente spécifique, c'est-à-dire : la mise sur pied du Comité régional en développement social, la rédaction d'un cadre de référence en développement social, le recensement des principales problématiques sociales présentes au Centre-du-Québec apparaissant dans le document « Le Carrefour des défis pour une région à dimension humaine ».

Aujourd'hui le comité est composé des représentantes et représentants de neuf instances régionales, de six secteurs et des territoires de MRC.

L'entente spécifique vient soutenir les travaux accomplis par les membres du CRDS Centre-du-Québec. Ce qui a permis la mise sur pied d'un Fonds régional de soutien et l'actualisation du plan d'action triennal en matière de développement social.

À cet égard, le gouvernement dans le document plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale indique au plan du soutien à l'égard des actions locales et régionales que « **les CRE auront la responsabilité d'établir des stratégies concertées avec les différents partenaires de la région, y compris les villes et les MRC, sur les priorités d'action régionales et sur les territoires exigeant une intervention plus intensive. Les secteurs et les territoires prioritaires d'intervention ainsi convenus à l'échelle des régions pourront donner lieu à des ententes spécifiques sur le développement social et la lutte contre la pauvreté conclues entre les régions et le gouvernement.** »

La démarche régionale en développement social est donc sur une bonne voie au plan d'un développement potentiel pour accroître sa contribution au développement des territoires et de la région, principalement auprès des groupes vulnérables et des territoires défavorisés avec comme volonté que cette région demeure à dimension humaine.

OBJET DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

La présente entente porte sur les modalités et les conditions rattachées à la participation financière des partenaires afin de favoriser la mise en œuvre de la démarche en développement social sur le territoire du Centre-du-Québec, en mettant des ressources humaines, financières et matérielles à la disposition de ce secteur d'activités.

Les partenaires de l'entente sont :

La Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec (CRÉ CQ)
Le ministère de L'Emploi et de la Solidarité sociale (Sécurité du revenu)
Le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR)
Le ministre responsable de la région du Centre-du-Québec
L'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux Mauricie et Centre-du-Québec
L'Office des personnes handicapées du Québec
Centraide Centre-du-Québec
Université du Québec Trois-Rivières

OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION TRIENNAL 2004-2007

L'entente spécifique vise la mobilisation de toutes les organisations contribuant au développement social par un soutien aux actrices et acteurs du développement social et par un encouragement au partenariat permettant l'amélioration des conditions et des modes de vie des groupes vulnérables et des territoires défavorisés. Pour réaliser ce mandat, elle s'appuie sur :

- l'intersectorialité : intensifier la concertation entre les organisations locales et régionales du développement social pour soutenir les besoins en développement social des territoires de MRC;
- la connaissance : mettre en commun les connaissances en développement social et les rendre disponibles pour mieux comprendre et agir sur les problématiques sociales;
- la communication : démontrer l'impact du développement social sur le développement de la région du Centre-du-Québec;
- la mobilisation : mobiliser les organisations autour d'actions répondant aux besoins des personnes et des communautés;
- le fonctionnement : assumer le rôle de catalyseur en développement social auprès des organisations locales et régionales;
- le rayonnement : établir des liens hors région en matière de développement social permettant le transfert des expériences et des expertises de développement social.

Les partenaires se sont entendus pour créer un Fonds régional de soutien à la réflexion et à l'action en développement social, afin de pouvoir soutenir des démarches ou projets intersectoriels intervenant prioritairement, auprès des groupes vulnérables ou des territoires défavorisés désireux d'améliorer leurs conditions ou leur mode de vie.

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS DU 1^{ER} AOÛT 2004 AU 31 JUILLET 2005

À titre de rappel et aussi pour illustrer que la dernière année a été très active, voici brièvement la présentation des étapes franchies jusqu'à ce jour par le CRDS et les comités du CRDS. Il faut ici rappeler le mandat du CRDS dans le cadre de l'entente spécifique:

- actualiser le plan d'action triennal (2004-2007), en faire le suivi et l'évaluation;
- assurer le suivi et l'évaluation du *Fonds régional de soutien*;
- susciter la mobilisation des acteurs en développement social;
- identifier les problématiques sociales, les documenter et les analyser;
- impliquer d'autres partenaires en fonction des expertises requises;
- déterminer la manière ou le mode de diffusion de l'information;
- diffuser l'information requise dans les territoires et les secteurs ;
- organiser, à l'occasion, des événements pour promouvoir le développement social;
- expérimenter des projets pilotes;
- déterminer les objets et le mécanisme d'évaluation du CRDS.

Fonctionnement : organisme responsable : CRDS

- ▲ Le CRDS a tenu six rencontres régulières au cours de l'année 2004-2005. Sommairement, ces rencontres ont permis des échanges sur des questions sociales, l'acceptation d'un mode de fonctionnement faisant en sorte que quatre organisations membres du CRDS assument la responsabilité d'un comité de travail et que les autres membres s'impliquent dans un de ceux-ci. Ces porteurs de dossiers sont :

La Conférence régionale des élus :	comité intersectorialité
La Sécurité du revenu :	comité mobilisation
Forum jeunesse :	comité communication
Centraide :	comité connaissances
CRDS	les axes fonctionnement et rayonnement

L'objectif de ce mode de fonctionnement par comité de travail est de mobiliser les membres par l'action, l'implication, et faire avancer les activités prévues au plan d'action triennal 2004-2007.

Les membres du CRDS en plus de leur implication à différents comités de travail et aux rencontres régulières du CRDS ont participé en grand nombre à la tournée des territoires et à l'exercice de bonification du « Carrefour des défis » ainsi qu'à la conférence de presse annonçant l'entente spécifique en développement social.

- ▲ Une rencontre spéciale a été tenue, soit un lac-à-l'épaule. Suite à la tournée des territoires et à l'exercice de bonification du « Carrefour des défis » il convenait de prendre connaissance des résultats de l'un et de l'autre et de tenir un exercice de concertation permettant de définir des orientations en lien avec le plan d'action et les préoccupations des territoires (voir perspectives d'action 2005-2006).

COMITÉ D'ATTRIBUTION FONDS RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL (FRDS)

Un comité de suivi de l'entente spécifique et d'attribution du *Fonds régional de soutien* a été mis sur pied afin d'assurer le respect de l'atteinte des objectifs et de la mise en œuvre de l'entente et du *Fonds régional de soutien*.

Les mandats du comité sont :

- veiller à la mise en œuvre de l'entente spécifique;
- convenir des mécanismes de versement des contributions des partenaires en collaboration avec la CRÉCQ;
- élaborer un plan de communication;
- voir à l'élaboration des outils nécessaires à l'analyse et à l'attribution des projets soumis au *Fonds régional de soutien*;
- recevoir, analyser et approuver ou refuser les projets soumis au *Fonds régional de soutien*;
- rencontrer les promoteurs de projets, s'il y a lieu;
- assurer un suivi des projets et une évaluation des impacts des projets;
- déposer périodiquement un rapport d'attribution du *Fonds régional de soutien* aux membres du CRDS;
- évaluer annuellement l'entente spécifique à partir du plan d'action triennal en développement social et en recommander la poursuite.

Depuis la mise en place du FRDS (janvier 2004), les membres du Comité ont reçu quinze demandes de soutien dont treize ont été acceptés pour un montant total de 158 525 \$ en date du 31 juillet 2005 (voir annexe liste des projets).

Le comité de suivi a aussi travaillé à l'élaboration du contenu de l'entente spécifique, vu à sa présentation au conseil d'administration de la Conférence régionale des élus pour son acceptation et assurer le suivi des étapes du processus de signatures.

Rayonnement : organisme responsable : CRDS

La visibilité et le rayonnement de la démarche sont des éléments importants permettant de promouvoir le développement social au Centre-du-Québec. Plusieurs réalisations à ce chapitre telles :

- ♣ l'organisation d'un programme d'activités pour accueillir une délégation française en octobre dernier. Cela a permis au CRDS de pouvoir mettre en évidence des réalisations en matière de développement social dans les territoires et la région (plus de quinze présentations ont été faites par des actrices et acteurs, des élu(e)s municipaux, des directrices, directeurs régionaux du CQ).
- ♣ Participation active de la coordonnatrice à la mise sur pied du Réseau québécois en développement social et au comité de coordination de celui-ci. Elle est aussi la répondante du RQDS.
- ♣ Soutien au Comité de développement de la fierté de Manseau
- ♣ Organisation et tenue d'une rencontre entre les professeurs de l'UQTR et les intervenants du Centre-du-Québec pour présenter le mécanisme de traitement des demandes pour des stagiaires, de la formation ou des recherches.
- ♣ Une demande de l'UQTR à la Fondation O'Connell est acceptée permettant de mettre en route un grand projet, soit le Programme d'intervention communautaire (PICOM). Notre démarche et les liens qui se sont créés avec l'UQTR, le printemps précédent et à l'automne dernier, ont favorisé les collaborations sur ce projet. Le CRDS siège donc au comité conseil de l'UQTR pour la mise en place du programme PICOM. Le CRDS a joué un rôle de concertation permettant au milieu communautaire des deux régions et la démarche régionale en développement social de la Mauricie à se joindre au comité conseil PICOM
- ♣ La coordonnatrice représente le CRDS au Carrefour en développement social de la MRC de Drummond.
- ♣ Participation de la coordonnatrice à un comité de travail de Centraide sur le développement social.
- ♣ Rencontre de l'Inter CDC pour présenter les travaux du CRDS
- ♣ Collaboration aux avis sectoriels du Fonds Québécois d'initiatives sociales pour le Centre-du-Québec
- ♣ Participation à un comité de travail ACT-17
- ♣ Collaboration à la revue développement social.
- ♣ Diverses représentations

COMITÉ INTERSECTORIEL : ORGANISME RESPONSABLE : CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS

Les membres du comité intersectoriel se sont rencontrés à plusieurs reprises au cours de l'année. L'objectif principal étant d'intensifier la concertation entre les acteurs en lien avec les préoccupations des territoires. Le travail a donc consisté à la préparation d'une tournée des territoires pour mieux connaître les principales préoccupations qui interpellent ceux-ci et faire converger les résultats de cette tournée avec ceux de l'exercice de bonification du « Carrefour des défis ».

La tournée a permis de rencontrer les intervenants socioéconomiques de chacun des territoires (environ 150 personnes ont été rencontrées). L'Agence de santé et des services sociaux a collaboré à cette tournée par la personnalisation des portraits sociosanitaires de chacun des territoires ce qui a permis des échanges significatifs sur les préoccupations, réalités et défis que l'on y retrouve dans chacun de ceux-ci, ainsi que de nommer les attentes des territoires à l'égard du CRDS.

COMITÉ MOBILISATION : ORGANISME RESPONSABLE : SÉCURITÉ DU REVENU

Afin de mieux cerner comment organiser une mobilisation des acteurs en réponse aux besoins des communautés, les membres de ce comité ont choisi de réactualiser au départ le contenu du document «le Carrefour des défis » qui est le recensement des différentes problématiques recensées au Centre-du-Québec en 2002. C'est ainsi que le comité a mis route la démarche de bonification du « Carrefour des défis » dans le but d'actualiser celui-ci au plan de la pertinence des problématiques que l'on y retrouve, des enjeux qui s'y rattachent et de la recherche de documents de référence pour chacune des problématiques retenues.

Une chargée de projets a été engagée pour la réalisation de cette activité; les membres du CRDS ont été sollicités pour répondre à un questionnaire, des experts ont apporté leur contribution, un nouveau « Carrefour des défis » a vu le jour.

Par la suite, le comité a préparé le contenu et le déroulement d'un lac à l'épaule qui a eu lieu le 29 avril. Les objectifs de cette journée était de permettre d'identifier des problématiques pour lesquelles nous entendons entreprendre des actions à court terme suite à la mise jour du «Carrefour des défis» et de fournir l'occasion de préciser le soutien attendu par chacun des territoires de la région suite à la tournée du printemps.

Il faut souligner ici la collaboration de monsieur Ghyslain Parent de l'UQTR, pour l'élaboration d'un outil permettant aux membres du CRDS de pouvoir faire converger les résultats de la tournée et de l'exercice de bonification du «Carrefour des défis» afin de pouvoir se concerter autour d'orientations permettant le soutien sur un certain nombre de problématiques pour l'an deux du plan d'action triennal.

COMITÉ COMMUNICATION : ORGANISME RESPONSABLE : FORUM JEUNESSE CENTRE-DU-QUÉBEC

Ce comité a amorcé ses travaux à l'hiver 2005. Suite à des échanges et une réflexion sur la visibilité du CRDS et de la démarche en terme de forces et de faiblesses les membres ont amorcé les travaux pour doter le CRDS d'un plan de communication et d'outils promotionnels. La concrétisation des outils promotionnels est en voie de réalisation.

SYNTHÈSE DE NOS RÉALISATIONS JUIN 2004 À JUIN 2005

**UN COMITÉ RÉGIONAL
 UNE ENTENTE SPÉCIFIQUE
 UN PLAN D'ACTION TRIENNAL 2004-2007
 UN FONDS RÉGIONAL
 DES COMITÉS DE TRAVAIL**

Fonctionnement Responsable CRDS	Rayonnement Responsable CRDS
<p>Gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▲ Préparation, tenue et suivi des rencontres régulières du CRDS et des comités ▲ Élaboration d'un plan d'action triennal ▲ Gestion et suivi du fonds régional de développement social ▲ Gestion et suivi de l'Entente spécifique <p>Soutien</p> <ul style="list-style-type: none"> ▲ Entente et établissement d'un mode d'accès aux ressources universitaires pour le Centre-du-Québec (stages, formation, recherche) ▲ Soutien au Comité de développement de la fierté de Manseau 	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Collaboration et participation à la mise sur pied du Réseau québécois en développement social ▲ Participation du CRDS à l'implantation du programme d'intervention communautaire (PICOM) à l'UQTR ▲ Organisation et accueil d'une délégation française de développement social pendant quatre jours ▲ Collaboration du CRDS à la préparation d'un atelier à la Journée annuelle de la santé publique en octobre 2005 ▲ Participation aux travaux du Carrefour en développement social ▲ Participation à un comité de travail de Centraide sur le développement social

**SYNTHÈSE DE NOS RÉALISATIONS JUIN 2004 À JUIN 2005
(SUITE)**

Chacun des membres du CRDS a au début de l'année choisi le ou les comités où il désirait s'impliquer. Quatre organisations membres du CRDS ont accepté de relever le défi de la responsabilité d'un comité de travail. Voici en synthèse les principales réalisations de chacun des comités.

**UN COMITÉ RÉGIONAL
UNE ENTENTE SPÉCIFIQUE
UN PLAN D'ACTION TRIENNAL 2004-2007
UN FONDS RÉGIONAL
DES COMITÉS DE TRAVAIL**

COMITÉ INTERSECTORIALITÉ Responsable : CRÉCQ	COMITÉ MOBILISATION Responsable : Sécurité du Revenu	COMITÉ COMMUNICATION Responsable : Forum jeunesse	COMITÉ CONNAISSANCE Responsable : Centraide
<ul style="list-style-type: none"> ▲ Élaboration d'une proposition de la tournée ▲ Développement des outils de la tournée ▲ Collaboration de l'Agence pour le portrait des territoires ▲ Production d'un rapport de la tournée <p>Élaboration et dépôt d'une proposition de traitement des résultats du lac-à-l'épaule</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Développement des outils bonification du « Carrefour des défis » avec l'aide d'une contractuelle ▲ Consultation des membres, des experts et traitement des résultats pour bonification du « Carrefour des défis » ▲ Traitement des résultats pour une nouvelle version du « Carrefour des défis » ▲ Développement d'un outil de concertation avec UQTR ▲ Organisation, tenue et suivi du lac-à-l'épaule 	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Constitution du comité ▲ Couverture médiatique de la mission française ▲ Travaux d'élaboration d'un plan de communication ▲ Organisation d'une conférence de presse annonçant la signature de l'entente spécifique ▲ Travaux d'élaboration du matériel promotionnel 	<p>Lorsque les membres du CRDS auront déterminé les sujets d'étude ou de recherche, ce comité entrera en fonction.</p>

FONDS RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

La mise sur pied du Fonds régional en développement social origine de la pratique même en matière de développement social. Cette pratique est celle de l'intersectorialité. On la retrouve donc principalement dans les lieux de concertation que se soit au plan régional, territorial ou local.

Depuis les débuts de la démarche une constante s'est installée tant sur le plan de la constitution même du Comité régional en développement social que dans les approches, soit celle de la pratique de l'intersectorialité.

Par conséquent le Fonds régional en développement social n'échappe pas à cette logique en s'adressant exclusivement aux tables de concertation constituées sur la base de l'intersectorialité. Il faut comprendre par ce choix que le CRDS reconnaît que ces tables n'ont pas dans la majorité des cas de ressources humaines et financières permanentes, que les membres de ces tables s'impliquent bien souvent par devers leurs tâches régulières, et que dans la région il n'y a pas de fonds comme le FRDS pour répondre à leurs besoins pour des réalisations intersectorielles.

ANNEXE 1 : FONDS RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

OBJECTIF

Le Fonds de soutien veut enclencher ou dynamiser la concertation en matière de développement social en supportant financièrement les démarches ou les projets intersectoriels intervenant prioritairement auprès des groupes vulnérables, des territoires défavorisés désireux d'améliorer leurs conditions ou modes de vie.

VOLETS D'INTERVENTION

L'intervention financière du Fonds de soutien s'articule **autour de trois volets d'intervention intersectorielle** afin de pouvoir améliorer les conditions de vie des groupes vulnérables et des territoires défavorisés.

Soutien à la définition d'une problématique de développement social

Par l'entremise d'un projet ou d'une démarche en développement social, les organismes admissibles ont décelé une problématique relative à un groupe vulnérable ou à un territoire défavorisé. Il est difficile de cerner la problématique en vue d'élaborer des pistes de solution. Le besoin consiste à définir, valider ou vérifier une problématique et à élaborer des pistes de solution.

Soutien à la mise en oeuvre d'un projet ou d'une démarche en développement social

Après avoir défini un projet ou une démarche en développement social, les organismes admissibles cherchent à améliorer les conditions de vie d'un groupe vulnérable ou d'un territoire défavorisé. Le besoin consiste à réaliser une ou des études complémentaires d'opportunités et des scénarios de mise en oeuvre plus concrets permettant la mise en marche d'un projet ou d'une démarche en développement social.

Soutien à l'animation d'une démarche de développement social

Les organismes admissibles s'investissent dans des actions ou des stratégies conduisant à l'amélioration des conditions de vie d'un groupe vulnérable ou d'un territoire défavorisé. Il est devenu difficile d'animer et de soutenir la démarche afin d'en assurer la pérennité. Le besoin consiste à soutenir cette concertation pour l'animation, la planification et l'organisation des interventions de développement social.

LISTE DES PROJETS ACCEPTÉS

Organisme fiduciaire :	Corporation de développement communautaire de la MRC de Drummond
Organisme promoteur :	Carrefour de développement social MRC de Drummond
Titre du projet :	Drummond, tu nous tiens à cœur!
Montant du projet :	30 000 \$

Description de la problématique

1. Les familles et pauvreté:

Monoparentalité, familles recomposées, familles traditionnelles présence accrue des femmes sur le marché du travail, quatre réalités. Influence et impacts sur les conditions de vie résultats: les familles vulnérables s'appauvrissent, elles sont davantage isolées et vivent une détresse psychologique parentale et sociale. Impact donc sur les chances qu'auront les enfants de voir leur sort s'améliorer. L'analyse des conséquences de la pauvreté des familles se fait autant en terme économique et social qu'en terme d'inclusion sociale.

2. Démographie et vieillissement de la population

Viellissement de la population influence l'économie, la santé et le dynamisme de la population. Phénomène plus important à la périphérie de la MRC, et amène un déplacement de ces populations vers la ville centre. En plus du phénomène de l'exode des jeunes. Les impacts sont sur le besoin de relève de la main d'œuvre, la qualité de vie, sur les services et au dynamisme dans les quartiers et les villages. Cela favorise l'installation de zones de pauvreté. Le renouvellement de la population est directement touché.

3. Délinquance et criminalité:

Taux de la criminalité est en croissance entre autres chez les jeunes. La nature des crimes: délits en matière de drogue et crimes contre la propriété. La présence du pénitencier a des conséquences tant au niveau des ex-détenus qu'au niveau des familles des détenus qui s'installent dans la région. Les impacts sont davantage auprès des membres des familles des détenus, sur la sécurité et la qualité de vie de la population. C'est une problématique à documenter.

Organisme fiduciaire : ACT-17(Accès travail concerté région 17)
Montant accordé : 2 425 \$
Titre du projet : Élaboration d'un dossier argumentaire démontrant au gouvernement actuel l'absence de mesures et de programmes pour les personnes handicapées loin du marché du travail

Description de la problématique

Absence de mesures et programmes pour la clientèle handicapée loin du marché du travail

Depuis quelques années, les programmes et mesures permettant l'intégration sociale et l'intégration sur le marché du travail des personnes handicapées ont progressivement été réduits. Ceci a comme conséquence que les membres de ACT-17 sont aux prises avec des difficultés relatives à l'intégration de certaines personnes handicapées ayant des limitations sévères d'accès au travail. Afin de remédier à cette situation jugée inacceptable, Act-17 souhaite élaborer, avec l'aide d'une personne ressource extérieure, un diagnostic de la situation incluant des pistes de solution au niveau local et régional. Plusieurs personnes handicapées qui possèdent une volonté d'intégrer le marché du travail et ayant un potentiel restreint de production sont inactives, car la plupart des mesures et programmes existants ne sont pas accessibles.

Organisme fiduciaire : FADOQ région Centre-du-Québec
Organisme promoteur : La Table de concertation des aînés de la MRC d'Arthabaska
Montant accordé : 30 000 \$
Titre du projet : « Lutte contre la violence et l'exploitation faites envers les aînés »

Description de la problématique

Les aînés constituent un groupe vulnérable dans notre société (phénomène de l'âgisme, méconnaissance du vieillissement, perte de capacités, donc d'autonomie, marginalisation des aînés, irrespect, côté tabou du sujet des abus ou de la violence, etc.). Les aînés ne reconnaissent pas toujours les situations d'abus, ne les identifient pas comme telles ou les nient. Ils craignent de dénoncer (culpabilité, honte, peur représailles des propriétaires, de la famille). Ils ne savent pas quoi faire ni à qui s'adresser s'ils vivent des abus.

Organisme fiduciaire : Table des Ressources Enfance Famille de l'Érable
Titre du projet : Besoins de garde et soutien à la Table
Montant accordé : 23 000 \$

Description de la problématique

Conciliation famille/travail: manque de places en service de garde régi et de mesures alternatives pour combler des besoins spéciaux, particulièrement dans les milieux ruraux. Vu le manque de ressources, de places disponibles et le peu de souplesse dans l'horaire proposé par les CPE, un projet d'adaptation des services de garde a été mis en place. Ainsi, une agente de développement met en place le volet « Garde estivale ». Les mesures de garde alternatives du volet 2 ne pouvant pas être développées par manque de temps et de ressources. La concertation qui pilote ce projet a besoin d'un soutien dans sa démarche pour mener à bien cette action concertée.

Organisme fiduciaire : Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska
Organisme promoteur : Table enfance–famille MRC de Nicolet-Yamaska
Titre du projet : Enquête sur les besoins de garde des enfants de 0-12 ans dans la MRC de Nicolet-Yamaska
Montant accordé : 5 000 \$

Description de la problématique

Les membres du comité de travail ont constaté depuis quelques années que certains besoins de garde exprimés par les familles de la MRC ne peuvent pas être comblés par les services existants. Les enjeux suivants ont notamment été nommés: garde en été des enfants d'âge scolaire dans les milieux ruraux, garde pour enfants présentant des conditions particulières (handicap ou maladie), garde pour emploi à horaire atypique (soir, nuit, fin de semaine) et garde ponctuelle pour répit, urgences, études ou travail à temps partiel. Manque de places en services de garde et de mesures de garde alternatives pour combler des besoins spéciaux.

Organisme fiduciaire : Centre de santé Les Blés d'or
Organisme promoteur : La Table enfance-famille de la MRC de Bécancour
Titre du projet : Enquête sur les besoins de garde des enfants 0-12 ans de la MRC de Bécancour
Montrant du projet : 5 000 \$

Description de la problématique

Manque de places en services de garde et de mesures de garde alternatives pour combler des besoins spéciaux. Des membres de la Table 0-12 ans de la MRC de Bécancour ont constaté depuis quelques années que certains besoins de garde exprimés par les familles de la MRC ne peuvent pas être comblés par les services existants. Les enjeux suivants ont notamment été nommés: garde en été des enfants d'âge scolaire dans les milieux ruraux, garde pour enfants présentant des conditions particulières (handicap ou maladie), garde pour emploi à horaire atypique (soir, nuit, fin de semaine) et garde ponctuelle pour répit, urgences, études ou travail à temps partiel.

Organisme fiduciaire : Centre communautaire Saint-Pierre de Drummondville
Organisme promoteur : Table enfance famille MRC de Drummond
Titre du projet : Manque de places subventionnées pour de la garde de répit aux familles vivant la pauvreté sur le territoire de la MRC de Drummond
Montant accordé : 5 000 \$

Description de la problématique

Comme exprimé dans le rapport du chantier Familles et pauvreté du Carrefour en développement social et par des intervenants de la Table famille enfance, la problématique de l'absence de ressources de garde ponctuelles et subventionnées pour les familles démunies est cruciale. Les rares services de répit existants sont réservés aux cas les plus urgents.

La garde ponctuelle (répit, urgences ou études) ou la garde pour emploi à horaire atypique (temps partiel, soir, nuit ou fin de semaine) est presque inexistante dans l'offre de service.

Impacts (groupes vulnérables)

Cette situation a des impacts particulièrement importants sur les familles à faible revenu, sur les familles monoparentales, sur celles ne disposant pas de moyen de transport, sur celles comprenant un enfant avec un handicap ou une maladie, sur les très jeunes parents (moins de 20 ans) et sur ceux en grande difficulté d'adaptation sociale. À cause de ressources de garde ne répondant pas à leurs besoins ou qui ne sont pas accessibles pour leurs revenus, la prise en charge de ces familles, grâce à du temps de répit, à un retour aux études ou à un travail à temps partiel est mise en péril. Elles risquent l'épuisement et l'isolement.

Organisme fiduciaire :	Corporation de développement communautaire Drummond
Organisme promoteur :	Carrefour en développement social de la MRC de Drummond
Titre du projet	Drummond, tu nous ressembles!
Montant accordé	30 000 \$

Description de la problématique

La qualité de vie et le développement social dans les quartiers de Drummondville

Description de la problématique

Notre portrait démographique de la Ville a permis de dégager des constats:- Concentration des phénomènes du vieillissement et de l'appauvrissement de la population dans certains quartiers, en particulier dans les quartiers centraux.- La vie de quartier et le sentiment d'appartenance tendent à disparaître. - Le développement social doit faire partie des démarches de planification du développement de la Ville, il est important d'élargir le débat et de travailler en collaboration sur du long terme. Impacts (groupes vulnérables). Sur le territoire de la MRC les groupes vulnérables et les plus susceptibles de vivre sous le seuil du faible revenu se concentrent davantage à Drummondville et dans les vieux quartiers:

- Les personnes seules, les aînés, les familles monoparentales, les jeunes de moins de 25 ans.
- Le trois quarts des prestataires de la Sécurité du revenu du territoire habitent la Ville.
- Un phénomène de ghettoïsation est identifié dans certains quartiers: cela touche les aînés et les personnes appauvries. De plus, il faut penser à la réponse aux besoins fondamentaux de ces groupes, à l'accessibilité et à l'abordabilité des services et enfin à l'inclusion sociale.

Organisme fiduciaire : Toit Jeff inc.
Organisme promoteur : Table jeunes MRC de Bécancour
Titre du projet : Bilan jeunes MRC de Bécancour
Montant accordé : 5 000 \$

Description de la problématique :

Réaliser une étude afin de définir les besoins de nos jeunes sur notre territoire. En vérifiant ce qui avait déjà été fait, nous avons pris conscience que plusieurs études avaient été faites et d'autres en voie de réalisation. Les membres de la table se sont mis d'accord qu'une étude additionnelle serait une perte de temps donc il est important d'analyser tout ce qui est ressorti des présentes études et de dresser un portrait global pour que nous puissions définir notre plan d'action sur les manques pour nos jeunes

Organisme fiduciaire : La Ruche Aire Ouverte
Organisme promoteur : Comité de mise en place d'un groupe d'achats dans la MRC de Nicolet-Yamaska
Titre du projet : Enquête sur les besoins en autonomie alimentaires pour la MRC de Nicolet-Yamaska
Montant accordé : 5 000 \$

Description du projet

Le projet est en lien avec le portrait socio-économique de la MRC de Nicolet-Yamaska. Dans le plan d'action local en santé publique Nicolet-Yamaska de 2004-2007, nous constatons que 9 % de la population de 15 ans et plus et 25 % des ménages pauvres et très pauvres souffrent d'insécurité alimentaire. Le « Carrefour des défis » fait mention de zones de pauvreté et de municipalités rurales ayant un indice de développement négatif. Malgré les offres de services de plusieurs organismes comme des dîners communautaires, des cuisines collectives, du dépannage alimentaire, des cuisines purées, etc.; l'offre alimentaire demeure limitée pour notre territoire en vue d'une autonomie alimentaire.

Malgré la pertinence, la diversité et la qualité des services offerts aux gens de chez nous, nous pouvons constater que l'autonomie alimentaire passe nécessairement par un meilleur pouvoir d'achat et que l'accessibilité à des denrées saines, économiques et en quantité suffisante demeure difficile pour les plus démunis. Les spéciaux des marchands sont malheureusement trop souvent sur des denrées moins nourrissantes. Sachant que la partie du budget qui est la plus amputée est souvent celle prévue pour les besoins alimentaires.

Statistique Canada dans La Presse du 4 mai 2005 affirme que 14,7 % des canadiens ont souffert d'insécurité alimentaire au cours de l'année 2001. Cette situation a des impacts particulièrement importants sur les familles à faible revenu, monoparentales, ainsi que celles ne disposant pas de moyens de transport, tout comme sur les personnes seules, les étudiants, les personnes sans chèque, les très jeunes parents et toutes les personnes en grande difficulté d'adaptation sociale. Nos recherches sur les groupes d'achats existants nous permettent de croire à des retombées positives pour toute la communauté.

Organisme fiduciaire : FADOCQ- région Centre-du-Québec
Organismes promoteurs : Table sectorielle des aînés de la MRC de Nicolet-Yamaska et le comité de prévention des abus envers les aînés de la MRC de Bécancour
Titre du projet : Campagne de prévention des abus envers les aînés
Montant accordé : 25 000 \$

Description de la problématique

Les aînéEs constituent un groupe vulnérable dans notre société (phénomène de l'âgisme, méconnaissance du vieillissement, perte de capacités, donc d'autonomie, marginalisation des aînéEs, irrespect, côté tabou du sujet des abus ou de la violence, etc.).

Les aînéEs ne reconnaissent pas toujours les situations d'abus, ne les identifient pas comme telles ou les nient. Ils craignent de dénoncer (culpabilité, honte, peur représailles des propriétaires, de la famille). Ils ne savent pas quoi faire ni à qui s'adresser s'ils vivent des abus.

Prévention: réaliser des interventions ayant pour but de démystifier et de reconnaître les situations problématiques. Information et sensibilisation : rejoindre les multiples secteurs de la société et les différentes tranches d'âge de la population afin de les sensibiliser aux besoins d'intégrité et de respect des aînéEs. Conscientisation et éducation : intervenir auprès des aînéEs afin de les amener à reconnaître et dénoncer les situations problématiques dont ils sont victimes. Sensibiliser les intervenantes, intervenants, la famille et l'entourage pour qu'ils encouragent les aînéEs à dénoncer ces situations et les soutenir dans leurs démarches

PERSPECTIVES D' ACTIONS 2005-2006

Lors d'une rencontre régulière des membres du CRDS tenue le 22 juin 2005, une proposition portant sur les orientations 2005-2006 a été déposée.

Cette proposition avait comme assise les résultats de l'exercice de bonification du « Carrefour des défis », ceux de la tournée des territoires et du lac-à-l'épaule du 29 avril dernier.

D'autre part, le CRDS dans le cadre de cette proposition, a défini ses champs d'interventions et les conditions permettant la mise en œuvre d'actions structurantes qui sont les suivants :

Champs d'intervention retenus :

- la mobilisation et la concertation des acteurs régionaux et nationaux; (inclus la dimension politique);
- la promotion de la concertation locale dans les MRCs, les secteurs ou sur des problématiques où elle est inexistante;
- l'administration du Fonds régional de soutien en développement social;
- la circulation de l'information et la production de données ou de contenus concernant des problématiques sociales (connaissance) auprès des MRCs, des instances régionales et nationales;
- la documentation et la recherche sur des problématiques et certains phénomènes sociaux;
- l'organisation d'événements régionaux en développement social.

Conditions permettant la mise en œuvre d'actions structurantes :

- une volonté de réaliser, de s'investir ensemble en tablant sur des objectifs communs;
- collaboration des territoires pour la mise en œuvre de la proposition d'ensemble;
- disponibilité des ressources nécessaires à la réalisation des activités et projets;
- respect des choix qui sont faits collectivement (le nous).

ORIENTATIONS 2005-2006 EN LIEN AVEC LE PLAN D'ACTION TRIENNAL ET LE CADRE DE RÉFÉRENCE EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL.

PREMIER VOLET DES ORIENTATIONS RETENUES : les problématiques et le mode de traitement

1. ISOLEMENT DES PERSONNES N'AYANT PAS ACCÈS À UN MOYEN DE TRANSPORT (REJOINT TOUTES LES MRCs)

Le comité régional assurera un suivi, et un support, si requis, aux travaux des comités locaux et régional en transport collectif.

2. EXODE DES JEUNES (REJOINT FORMELLEMENT QUATRE MRCs)

3. SITUATION DE PAUVRETÉ DES FAMILLES (REJOINT FORMELLEMENT TROIS MRCs)

Mode de traitement

- ∞ Les trois problématiques pourraient intégrer plusieurs autres problématiques qui sont connexes, à titre d'exemple :
 - obstacles à l'intégration économique des jeunes;
 - obstacles à l'intégration sociale des jeunes;
 - enfants victimes d'abus et de négligence.

- ∞ Un état de situation devra préalablement être réalisé afin de préciser ces points :
 - l'ampleur des problématiques par MRC;
 - l'identification des organismes et des concertations actives sur ces problématiques;
 - l'identification et précision des besoins aux niveaux local et régional en collaboration avec les organismes impliqués.

- ∞ L'état de situation sera présenté ultérieurement au CRDS avec une proposition de stratégie de soutien.

SECOND VOLET DES ORIENTATION RETNUES : LES DEMANDES DES TERRITOIRES ET LE RETOUR AUPRÈS DE CEUX-CI :

1. RÉALISER UNE ÉTUDE SUR LES COMMUNAUTÉS QUI ONT UN DÉVELOPPEMENT FAVORABLE ET CELLES QUI SONT RÉSILIENTES

Le comité régional devra établir des alliances avec l'UQTR (PICOM) ou des chercheurs indépendants pour permettre la réalisation de ces travaux.

Un plan de travail sera soumis au comité régional avant de débiter la recherche.

2. GESTION DU FONDS RÉGIONAL DE SOUTIEN DU CRDS

Le Fonds doit rester orienté sur les besoins des territoires et ne doit pas être soumis à une priorisation régionale. Si des choix devaient être faits dans un territoire où plusieurs projets sont présentés, ils le seront en se référant au cadre de gestion actuel du Fonds.

3. DEVENIR UN LIEU CENTRAL D'ÉCHANGES SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le comité communication déposera, en septembre, une proposition afin de répondre à la demande exprimée par tous les territoires de rendre l'information accessible et de favoriser sa circulation.

4. RETOUR AUPRÈS DES TERRITOIRES À LA SUITE DE LA TOURNÉE

Le CRDS tiendra une rencontre régionale à l'automne où les propositions retenues par le Comité régional seront présentées aux organismes qui étaient présents lors de la tournée. Cette rencontre sera aussi l'occasion de dresser un premier bilan de la première année d'existence de l'entente spécifique et permettra également de présenter les nouveaux outils promotionnels.

Pour la réalisation de cette rencontre, plusieurs comités seront mis à contribution dont les comités intersectorialité, mobilisation et communication.

CONCLUSION

La démarche en développement social a pris un élan significatif au cours de la première année de l'entente spécifique de par le signal lancé aux actrices et acteurs d'une volonté du palier régional à soutenir le développement social. L'expression importante de cette volonté a contribué à la mobilisation et surtout à l'investissement d'efforts soutenus pour préciser nos actions. C'est donc avec motivation et enthousiasme que les travaux de la démarche en développement social se poursuivront.

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU CENTRE-DU-QUÉBEC

ORGANISMES RÉGIONAUX

Centraide Centre-du-Québec

Daniel Manseau, directeur général

Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

Claude-Henri Léveillé, directeur général et coprésident du CRDS

Michèle Doucet, conseillère en développement

Ministère des Affaires municipales et des Régions

André Moreau, conseiller en développement régional

Office des personnes handicapées du Québec

Guylaine Pépin, conseillère à l'intervention collective régionale

Agence de santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

André Dontigny, m.d., directeur de santé publique

Guy Poudrier, conseiller cadre santé publique

Réal Boisvert, agent de recherche

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sécurité du revenu

Anne Lévesque, directrice régionale

Jean Carpentier, adjoint à la directrice régionale de la Sécurité du revenu

Université du Québec à Trois-Rivières

Michel Nolin, professeur

Ghyslaine Parent, directeur du module adaptation scolaire

Ressources humaines et Développement des compétences Canada

Denis Leroux, Ressources humaines Canada

LES SECTEURS

Femmes

Francyne Ducharme, coordonnatrice de la Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec et coprésidente du CRDS

Communautaire

Sylvain St-Onge, coordonnateur de la CDC de Drummond et représentant de l'inter CDC du Centre-du-Québec

Aîné(e)s

À déterminer

Famille enfance

À déterminer

Jeunesse

Carl Lacharité, coordonnateur du Forum jeunesse du Centre-du-Québec

Syndicats

Renée Levasseur, vice-présidente Centrale syndicale nationale du Cœur du Québec CSN)

TERRITOIRE DE MRC

Arthabaska

Eve Jutras, agente de développement et représentante du territoire

Bécancour

À déterminer

Drummond

Sylvie Allie, agente de recherche Carrefour de développement social MRC de Drummond et représentante du territoire

Érable

À déterminer

Nicolet-Yamaska

Andrée Lemire, organisatrice communautaire, Centre de santé CLSC Nicolet-Yamaska et CLSC les Blés d'or et représentante du territoire

TABLE DES PRÉFETS

Jean-Paul Gaudreault, préfet de la MRC de l'Érable et représentant de la Table des préfets du Centre-du-Québec

COMITÉ RÉGIONAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

France Fradette, coordonnatrice